

Septembre 2011 : ça bouge ! Vive (le boulevard) Rothschild ?

Israël jusqu'à ces dernières semaines apparaissait comme un îlot de stabilité face au réveil arabe. Le gouvernement Netanyahu en tirait même argument vis-à-vis des États-Unis : vous avez besoin d'un Israël fort ! 1.

Et puis, les Israéliens se sont indignés. Indignation générale contre la casse de l'État social. Le boulevard Rothschild ressemble à un forum social, les manifestations reprennent tous les slogans du mouvement altermondialiste. 30 ans de casse systématique de l'État social, de destruction des services publics qui avaient accompagné la construction de l'État, de privatisation systématique, ont fait que, démarré par ce qu'il est convenu d'appeler les « classes moyennes », le mouvement a été rejoint par la grande masse de la population appauvrie par cette politique.

Qu'attendre d'un tel mouvement, qui aujourd'hui encore est apparemment uni dans un refus de la « politique », « ni droite ni gauche » ?

Bien sûr, le mouvement a beau crier « Révolution » et baptiser le boulevard Rothschild « Place Tahrir », pas facile pour un Palestinien de se retrouver en phase avec cette indignation sélective 2., qui au départ refuse de discuter de la colonisation, de l'occupation, des discriminations. La « tente 1948 » est quelque peu isolée, le drapeau palestinien y a été arraché une des premières nuits.

L'espoir peut cependant venir des fissures qui apparaissent dans le consensus sioniste.

Le drapeau palestinien est réapparu sur la « tente 1948 ». Quand le gouvernement a voulu répondre à la demande de logements par de nouvelles mises en chantier dans les colonies, les responsables du mouvement ont clairement refusé cette solution. Quand le gouvernement a cherché à utiliser les attentats d'Eilat pour remettre la priorité sur la « sécurité » et refuser toute révision des budgets militaires, la réponse est venue ce 3 septembre : jamais les manifestants n'ont été aussi nombreux.

Comme tout mouvement de cet ampleur, il fait « bouger les lignes ». Des Israéliens qui répondaient aux sondages qu'ils s'inquiétaient de la présence d'Arabes dans le tramway les côtoient dans les manifs. Et les bouches s'ouvrent.

Or ce mouvement se poursuit dans un moment où Israël est isolé au plan international comme jamais. Si la « communauté internationale » a continué de lui garantir l'impunité, le nombre d'États qui reconnaissent l'État de Palestine sont très largement majoritaires (même si les États-Unis empêchent le débat à l'ONU par leur veto en Conseil de Sécurité). L'aveuglement du gouvernement Netanyahu se traduit aujourd'hui par la décision de la Turquie de mettre fin à sa coopération avec Israël, alors que pendant des décennies cette alliance a joué un rôle stratégique.

Dans cette situation nouvelle, il nous faut réfléchir et débattre. Nous le ferons à la Fête de l'Huma comme nous le ferons lors de notre Assemblée générale des 11-13 novembre. Mais tout nous conduit à penser que si nous voulons peser pour que notre propre gouvernement change concrètement d'attitude, si nous voulons convaincre les Israéliens qu'ils doivent rompre avec la politique criminelle et suicidaire menée depuis 63 ans par les gouvernements successifs, il nous faut agir en poursuivant et développant la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions.

A.R. 4 septembre 2011

1. Editorial écrit après l'intervention de Michel Warschawski à l'occasion de l'Université d'Été de la FASE

2. Lire (notamment) les articles de Yael Lerer dans le Monde Diplomatique de septembre 2011 et les articles de Michèle Sibony sur le site de l'UJFP

SOMMAIRE

p.1 Ça bouge Bd Rothschild

p.2 *Le peuple veut la justice !* (Indignés israéliens)

p.3 Le Théâtre de la Liberté doit vivre !

p.4-5 *Un bateau français pour Gaza : premiers éléments de bilan*

p.6 Sur les manuels scolaires

p.7 Déclaration du BNC sur candidature à l'ONU

p.8 - L'UJFP à la Fête de l'Humanité - Qui sommes nous ?

expression

Cet appel ne lâchera pas - Le peuple veut la justice !

Une voix de la Révolte des tentes (mouvement israéliens des Indignés)

Bonsoir à tous mes frères et soeurs de la protestation, les héros et les héroïnes de la révolution. Je m'appelle Shira Ohayon, mère célibataire née à Dimona, j'habite un appartement loué à Ashdod, et je milite dans la lutte des travailleurs et musiciens du Nouvel Orchestre Andalou contre la fermeture de ce lieu. Je suis professeur et éducatrice en Israël.

Aujourd'hui je suis venue vous dire au nom de mes sœurs des quartiers pauvres des villes et des villages à travers le pays, que je suis écœurée et fatiguée! Nous sommes fatiguées de cet État qui nous frappe encore et encore : parce que nous sommes des femmes, parce que nous sommes des mères célibataires, parce que nous sommes des Orientales [Juives issues du monde arabe ; ndlt], parce que nous vivons dans les banlieues et les villes, parce que nous sommes des professeurs, des artistes, parce que nous parlons notre langue maternelle l'arabe, et cette fois parce que nous nous levons pour protester contre le brutal système capitaliste qui a fait de nous des pauvres, des sans emploi, des sans domicile, qui a piétiné notre dignité. Nous ne sommes ni des enfants gâtés ni des parasites ! Tout ce que nous demandons est de vivre dans la dignité et d'avoir un avenir à offrir à nos enfants.

Nous n'avons pas de sécurité dans l'État d'Israël, la Sécurité commence à la maison – avec un logement, avec un emploi stable, avec la santé, l'éducation, des services sociaux, aussi avec la culture. La Culture n'est pas un luxe, les artistes crèvent de faim dans l'État d'Israël.

Depuis des années nous sommes séparés par des barrières et des murs faits aussi bien de béton que de haine et de racisme, et nous nous prenons à la gorge et nous battons pour les miettes des miettes que nous ont laissées les Tycoons après avoir accaparé toutes les ressources du pays.

Toute ma vie j'ai nagé contre le courant. Avec mes frères et sœurs du mouvement Ahoti (*Ma sœur*) j'ai lutté pour les femmes d'Israël, pour une éducation de qualité pour les résidents des quartiers défavorisés des banlieues et des villes, pour des enseignants de qualité, pour les droits des mères, pour les droits des artistes créateurs, et pour une juste attribution des logements, de la terre et des ressources culturelles. L'État d'Israël ne nous donne pas de sécurité, à aucun d'entre nous. La sécurité commence à la maison : logement, emploi stable, santé, éducation et services sociaux, et aussi culture.

J'ai payé et paye encore un douloureux prix personnel. Pour la première fois de ma vie je me retrouve nageant avec le courant. Avec l'aide de Dieu, avec ce merveilleux flux de solidarité, de fraternité et de sororité, qui déferle sur tout le pays, d'Eilat à Dimona, de Baka et Nazareth à Kyriat Shmone, exigeant une réelle correction des erreurs et des abus. Nous devons une grande gratitude aux initiateurs révolutionnaires Daphne Leaf , Stav Shafir, et leurs amis, qui ont fait sortir les masses de citoyens vers les tentes et les places publiques et nous ont donné, à nous, la majorité dans ce pays, la possibilité de crier notre douleur, de parler des blessures et des inquiétudes, et de lutter ensemble pour l'espoir, pour apporter un changement.

Même les résidents des banlieues pauvres du sud de Tel Aviv, Shapira et Newe Shanaan, et Kfar Shalem et Hatikva et Jaffa, sont là pour protester et crier et hurler contre les négligences et l'abandon depuis des années, comme les résidents du Nord de Tel Aviv [quartiers plus riches ndlt]. *Pas de paix sans égalité !* disaient les Black Panthers qui ont initié la culture de protestation et l'appel à la justice sociale en Israël.

Aujourd'hui nous sommes tous ici, hommes et femmes, Juifs et Arabes, Ashkenazes et Sepharades, nouveaux immigrants et anciens israéliens, religieux et séculiers, résidents du Sud, du Centre et du Nord, esclaves migrants et réfugiés, tous ensemble, unis et déterminés à restaurer la souveraineté de ce pays pour nous, ses citoyens. Une justice sociale et distributive – nous ne ferons de compromis pour rien de moins. Nous avons atteint le point de non retour. De la Révolution on ne peut revenir en arrière, jusqu'à ce que nous changions le système et atteignons l'égalité totale. Quel que soit le genre, la religion, couleur, origine, nationalité ou orientation sexuelle. Nous sommes tous des êtres-humains, des citoyens égaux; ni des esclaves ni des sujets soumis!

Monsieur le premier ministre, nous en avons assez de la politique capitaliste extrémiste que vous avez instituée. Vous avez réduit l'imposition des barons du capital, dont l'avidité est insatiable, et vous avez réduit ou supprimé les services sociaux, l'éducation, la santé ! Nous sommes ici pour vous dire cette nuit d'une voix forte et claire : ça suffit! Le peuple veut une autre voie! Le peuple veut la direction opposée! Le peuple veut la justice!

Votre gouvernement s'est désengagé envers le peuple. Mais ne vous y trompez pas : le peuple ne lâchera pas. Cet appel ne lâchera pas : Oui le peuple veut la justice sociale!

Shira Ohayon : discours de la manifestation de Tel Aviv samedi 6 août 2011 (traduit de l'anglais par Michèle Sibony)

UJFP expression

Le Théâtre de la Liberté de Jénine doit vivre !

Le Théâtre de la Liberté (TL) à Jénine, dont le documentaire *Les Enfants d'Arna* réalisé par Juliano Mer Khamis, son fils, raconte l'histoire, est en danger.

Le 4 avril 2011 à 16h00 Juliano, le directeur artistique a été assassiné par un homme cagoulé près du théâtre, alors qu'il était au volant de sa voiture. Juliano s'est opposé à l'occupation à travers l'art de théâtre comme méthode de changement social.

Le 27 juillet au petit matin, 50 soldats de l'armée israélienne attaquèrent les bâtiments du Freedom Theatre en jetant des pierres. Ils ont alors arrêté Adnan Nagnaghhiye, le régisseur et Bilal Saadi, président du Bureau Administrative, tous deux fidèles collaborateurs du TL. Ils ont été détenus en Israël sous le régime de la "détention administrative" et suspendus au bon vouloir des autorités d'occupation. Adnan était soupçonné de meurtre, comme le représentant de la police Nassereldin l'a déclaré. Rami Hwayel, étudiant et un des acteurs de *Waiting for Godot*, arrêté le 6 août, a été en mesure de prouver qu'il se trouvait à l'étage du théâtre quand le meurtre s'est produit. Le 21 août, la cour militaire de la prison Jalama a disculpé Adnan, Bilal et l'étudiant Rami Hwayel, de l'implication dans l'assassinat. Rami a été condamné à un mois et un jour de prison, réduit de 15 jours déjà effectués à cause de séjours illégitimes en Israël.

Adnan et Bilal ont été libérés le 23 août.

Le 22 août, l'armée israélienne a attaqué de nouveau le Freedom Theatre, et arrêté et menotté Mohammed Nagnaghhiya, le frère d'Adnan, après avoir dévasté son appartement à côté du théâtre.

Quelques remarques sur les conditions dans lesquelles les détenus ont été soumis à des violations des droits de l'homme.

- Saadi et Nagnaghhiye se sont vus refuser de rencontrer leur avocate Ben-Natan après leur arrestation et lors leur détention. Après un certain temps, il y a eu des contacts entre Saadi, Rami Hwayel et l'avocate.
- Ils ont été soumis à des privations de sommeil et menottés pendant les interrogatoires, qui n'ont pas été enregistrés. Saadi a dû consulter un médecin quatre fois à cause des traitements qui lui ont été infligés pendant les interrogatoires, et il est arrivé, qu'il n'a pas pu manger parce que ses mains restaient menottées.

Les autorités israéliennes - ne connaissant que le langage de la violence, de la terreur et de la peur - tentent d'utiliser ce décès tragique de Juliano Mer Khamis comme prétexte pour fermer ce foyer de résistance culturelle.

Le Théâtre de la Liberté de Jénine doit continuer son travail émancipateur au service des jeunes et de la population palestinienne.

C'est pourquoi nous exigeons :

1. La fin de toute attaque contre le théâtre et la libération de toute personne liée au théâtre qui serait incarcérée ou inculpée par les autorités d'occupation israéliennes
2. Le dédommagement par les autorités israéliennes des dégâts qu'elles ont commis lors de leurs attaques des 27 juillet et 22 août
3. Une entière liberté de circulation pour les membres du Freedom Theatre, que ce soit en Palestine, en Israël ou ailleurs
4. Une activation des autorités judiciaires palestiniennes pour la conduite de l'enquête sur l'assassinat de Juliano Mer Khamis

Paris, le 23 août 2011

Irène Steinert UJFP / Amis du Théâtre de la Liberté de Jénine

article à lire sur www.ujfp.org

UJFP action

« Un bateau pour Gaza » Premiers éléments de bilan de la campagne française

La campagne française a été initiée dès l'été 2010, par le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens et la Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine. Menée démocratiquement et en toute transparence, elle a reçu le soutien et l'adhésion de nombreuses associations et organisations ainsi que de très nombreux collectifs nationaux, régionaux et locaux. Elle s'est inscrite dans une campagne internationale, composées de coalitions d'une vingtaine de pays engagées dans la Flottille 2, un an après la première Flottille en 2010. Cette dynamique a permis que se crée un front international élargi contre le blocus illégal et inhumain de Gaza. Elle a eu un large écho dans la société palestinienne, aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie.

Un événement sans précédent dans l'histoire déjà longue de la solidarité avec les Palestiniens

La campagne française constitue un événement sans précédent dans l'histoire déjà longue de la solidarité avec les Palestiniens dans notre pays. Largement rassembleuse, elle a réuni des forces citoyennes d'opinions diverses et de toutes générations. Elle a bénéficié du soutien de personnalités, d'organisations, d'élus français et européens, de collectivités territoriales, bien au-delà de ceux qui se mobilisent habituellement dans les actions en faveur de la Palestine. Pendant plusieurs mois, des collectifs locaux se sont impliqués avec détermination dans des initiatives de collectes sur les marchés, dans les quartiers populaires et les universités. Ils ont multiplié les débats de proximité sur la situation de Gaza et des Palestiniens. Nous saluons tous ces efforts militants, qui ont permis à de simples citoyens de se sentir concernés et impliqués dans la mobilisation nécessaire pour mettre un terme au blocus total qui frappe Gaza. Rappelons que ce blocus a aussi pour conséquence l'absence de liberté de circulation pour les Palestiniens entre la Cisjordanie et Gaza. Cette mobilisation exceptionnelle a permis de collecter 700 000 euros, auprès d'un nombre très large de donateurs : 95 % des dons viennent de particuliers et 85 % sont inférieurs à 100 euros. Cette mobilisation a permis à la campagne française d'engager deux bateaux, le *Louise Michel* et *Le Dignité-Al Karama*, dans la Flottille internationale.

Le « petit Poucet des mers »

Cette deuxième Flottille a du faire face à une stratégie israélienne puissante visant à étendre le blocus de Gaza à l'ensemble de la Méditerranée. Elle a bénéficié du soutien incroyable, mais particulièrement appuyé, du gouvernement grec soutenu par l'Union Européenne, le Quartet et le secrétaire général de l'ONU. Le gouvernement grec a mis en œuvre, pour le compte du gouvernement israélien, un inimaginable blocus des bateaux de la Flottille dans ses ports, violant ainsi ouvertement et froidement le droit de libre circulation et la Convention des droits de la mer. Harcèlement administratif et sabotage ont neutralisé les bateaux et ont permis au gouvernement israélien d'annoncer avec « fierté », le lundi 4 juillet, que la Flottille internationale était morte : il a d'ailleurs remercié pour cela les différents gouvernements, spécialement le gouvernement grec... Quelques jours plus tard, le blocus se déployait également dans les aéroports européens en bénéficiant des mêmes complicités. Dans ce contexte inédit, le fait que le bateau français, *Dignité-Al Karama*, ait réussi à prendre la mer le 4 juillet a jeté la consternation parmi les partisans du blocus. Réalisant un véritable périple pendant deux semaines, il a finalement, avec à son bord des militants internationaux et français, atteint les eaux internationales à quelques miles de Gaza ! Il a démontré ainsi que la Flottille n'avait pas renoncé et que la stratégie israélienne soutenue par toutes ces forces au niveau mondial et européen pouvait être mise en échec. Pendant deux semaines, ce « petit Poucet des mers », symbole de la Campagne française et de la Flottille internationale, a tracé sa route vers Gaza, porteur de la solidarité internationale contre le blocus. C'en était véritablement trop pour le gouvernement israélien ! Il a, avec des moyens considérables et totalement disproportionnés, arraisonné le mardi 19 juillet, dans les eaux internationales et donc en toute illégalité, le *Dignité-Al Karama*. Cet arraisonnement s'est fait en déployant cinq bateaux militaires et sept bateaux commandos - 150 soldats - contre un petit bateau de plaisance de 16 mètres avec 16 personnes à bord ! Il a été l'expression de la démesure israélienne contre ce qui constitue à ses yeux la menace numéro un : la mobilisation citoyenne porteuse du droit comme facteur essentiel de la solution aux problèmes que connaît le Proche-Orient.

Suite page 5

Un impact médiatique fort et international

La campagne a eu un impact médiatique fort et international. La couverture médiatique a été constante depuis le début de la campagne, notamment dans la Presse quotidienne régionale. Plusieurs centaines d'articles, dépêches et interviews ont été publiés dans le monde, notamment en Egypte et en Tunisie. La page Facebook de la campagne a été une des plus consultées en France. Le nom des deux bateaux et de notre campagne sont connus partout dans le monde. Tout cela a permis que, pendant six mois, la question du blocus de Gaza revienne dans l'actualité brisant ainsi mondialement le silence dans lequel veut l'enfermer le gouvernement israélien. La campagne a trouvé un écho médiatique inédit qui a fait perdre à Israël la « guerre de l'image ».

Pas de condamnation de l'arraisonnement par la France

Le gouvernement français quant à lui, a réaffirmé officiellement et à plusieurs reprises que le blocus de Gaza devait être levé. Pour autant, il n'a eu de cesse de mettre en garde toute participation de ressortissants français à cette Flottille, donnant ainsi raison par avance à l'intervention israélienne. Il a, certes, apporté l'aide normale du Consulat pour rapatrier les passagers. Mais il n'a pas condamné l'arraisonnement, pas plus qu'il n'a protégé un bateau battant pavillon français victime d'un acte de piraterie, non plus que ses passagers littéralement kidnappés par l'armée israélienne dans les eaux internationales.

La lutte contre le blocus de Gaza est entrée dans une nouvelle étape positive

La lutte contre le blocus de Gaza est ainsi entrée dans une nouvelle étape positive. Malgré l'arsenal politique, médiatique et militaire déployé par le gouvernement israélien, de plus en plus de citoyens dans le monde n'acceptent pas ce déni de justice et du droit international que constitue ce blocus de la bande de Gaza dont souffre depuis plus de 4 ans les 1,5 millions de Palestiniens. L'incroyable épopée du « Dignité-El Karama » a clairement démontré à la face du monde que la légitimité était du côté de ceux et celles qui s'engagent contre ce blocus et non pas du côté du gouvernement israélien.

La Campagne « Un bateau français pour Gaza », a pris des engagements durables de mobilisation en lien avec les associations partenaires de la bande de Gaza. Nous avons la responsabilité de poursuivre et d'élargir cette campagne : les Palestiniens ne doivent plus subir ce blocus qui n'est en rien allégé contrairement aux dires israéliens et autres.

Toute cette campagne donne de l'espoir aux Palestiniens et leur montre qu'ils ne sont pas isolés et qu'au contraire c'est la politique israélienne qui l'est de plus en plus aux yeux des peuples du monde.

La Campagne « Un bateau français pour Gaza » n'a pas dit son dernier mot ! Elle va poursuivre son travail et son engagement citoyen, en lien avec la Flottille internationale.

Sans attendre, des démarches juridiques vont s'engager :

- intervention auprès du gouvernement français pour qu'il prenne ses responsabilités et exige que le bateau *Dignité-Al Karama* soit restitué sans délai tandis qu'il a été illégalement astreint dans le port d'Ashdod ;
- intervention juridique contre le gouvernement israélien pour l'arraisonnement dans les eaux internationales du bateau et le kidnapping de ses passagers ;
- intervention juridique auprès du gouvernement grec pour que le bateau *Louise Michel*, toujours bloqué au port du Pirée, soit libre.
- Le blocage des bateaux a entraîné des dépenses importantes, notamment en frais juridiques, qui s'ajoutent à l'achat des deux bateaux. Les fruits de la collecte ont été utilisés. Un bilan financier précis sera communiqué, dès la rentrée pour rendre compte en toute transparence aux organisations, aux collectifs et aux donateurs qui se sont impliqués.
- Notre indignation reste entière et notre détermination à poursuivre et élargir encore la mobilisation française et internationale contre le blocus de Gaza et pour la reconnaissance des droits des palestiniens.
- Nous appelons à rester mobilisés pour, ensemble, prendre de nouvelles initiatives : la légitimité et le droit sont de notre côté ! Nous briserons le blocus de Gaza !

27/07/2011 Le Collectif national

<http://www.unbateaupourgaza.fr/index.php/Nouvelles/Un-bateau-pour-Gaza-Premiers-elements-de-bilan-de-la-campagne-francaise>

UJFP réflexion

Manuels scolaires : la propagande israélienne fera-t-elle école ?

Vous avez peut-être entendu parler de cette histoire. Des groupes sionistes, Europe Israël notamment, ont déclenché une attaque violente contre l'éditeur Hachette, car deux pages consacrées dans un nouveau manuel destiné aux élèves de première des lycées d'enseignement général leur apparaissaient scandaleuses.

Pensez donc ! En 1948, les Palestiniens ne seraient pas partis volontairement de chez eux, ils y auraient été poussés par les Israéliens, et ils considéreraient cela comme une catastrophe, la « Nakba ».

Ainsi, alors que le gouvernement Netanyahu interdit aux Palestiniens en Israël de commémorer la chose, le mot trouverait place dans un livre scolaire en France !

Même si pour les historiens israéliens comme palestiniens la chose est désormais avérée, elle ne doit pas être nommée.

Pire, dans un premier temps, l'AFP annonçait que le Ministère de l'Education nationale contacté s'était ému, que l'éditeur et les auteurs dans un souci « d'apaisement » allaient revenir sur leur texte.

Ainsi, comme plusieurs communiqués l'ont repris, et comme cela a été dit à l'occasion des rassemblements de solidarité avec la flottille de la Liberté 2 et avec les personnes interdites de voyage aérien vers la Palestine Israël étendait ses eaux territoriales jusqu'à Athènes, son espace aérien jusqu'à Roissy, et son Ministère de l'Instruction publique jusqu'à la rue de Grenelle.

Réflexion faite, l'éditeur et les auteurs sont compris qu'ils s'engageaient dans une logique infernale. Remettre en cause un texte incontestable pour simplement ne pas faire de peine à un groupe communautariste extrémiste imbécile, c'était mettre le doigt dans un engrenage intenable.

Le livre qui est en vente aujourd'hui, et que doivent acheter les élèves dont les établissements l'ont choisi, est conforme aux spécimens que les enseignants avaient reçus en juin.

Reste que l'examen détaillé de tous les manuels proposés montre que souvent il y a des dérapages invraisemblables. Tel livre ne mentionne jamais les territoires palestiniens sur les cartes et fait coïncider les frontières d'Israël avec celles de la Palestine mandataire (celles sur lesquelles, certes, Israël aujourd'hui exerce son autorité, les « Territoires » étant occupés). Tels autres considèrent que Jérusalem est la capitale reconnue de l'Etat israélien. Beaucoup considèrent que le départ des Anglais en 1948 peut être considéré comme synonyme de décolonisation de ce territoire de Palestine. Bref, beaucoup de négligences et d'approximations !

En tout cas, faire peser sur le manuel Hachette la marque infamante d'ouvrage antisémite est d'une bêtise et d'une méchanceté rares.

Faire comprendre aux élèves des collèges et lycées le conflit Israël Palestine n'est pas simple. Car il faut d'une manière ou d'une autre décrypter les doubles discours et les « deux poids deux mesures ».

A.R.

Plus de textes, plus d'infos

Sur www.ujfp.org

expression

Le BNC (Comité national palestinien du BDS) réitère sa position sur « septembre »

Au cœur du débat sur les initiatives diplomatiques palestiniennes pour obtenir l'adhésion de la « Palestine » à l'ONU, de nombreuses questions légitimes sur la stratégie et la tactique se posent parmi les personnes de conscience qui soutiennent la liberté, la justice et l'égalité pour le peuple palestinien. Comme pour la lutte contre l'Apartheid en Afrique du Sud, les groupes solidaires de la Palestine et les militants sont convaincus comme nous que seules des formes concertées, efficaces et soutenues de solidarité, particulièrement sous la forme du boycott, des désinvestissements et des sanctions (BDS), peuvent forcer Israël à rendre compte de ses obligations selon le droit international et mener à la plénitude des droits des Palestiniens.

Le Comité national palestinien du BDS (BNC), la plus vaste coalition de la société civile palestinienne, renouvelle et explique plus en détail ci-dessous les principes majeurs qui ont sous-tendu sa position sur cette question, exprimée dans notre déclaration du 1er juin 2011.

1. Autodétermination Le droit inaliénable le plus fondamental du peuple de Palestine est le droit à l'autodétermination. La fin de l'occupation est un des piliers de l'exercice de ce droit. Le droit à l'autodétermination, qui dans le cas des Palestiniens, est représenté par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), est habituellement défini comme le droit de « tous les peuples à... déterminer librement, sans interférence extérieure, son statut politique et la poursuite de son développement économique, social et culturel ».¹ C'est un droit détenu par tous les Palestiniens, indépendamment de leur localisation présente, en vertu du droit international et des principes de la souveraineté populaire et de la démocratie. Tous les Palestiniens, y compris les réfugiés du shatat (exil) et les citoyens palestiniens d'Israël ont le droit de participer à et d'être représentés par – à l'ONU et ailleurs – une OLP démocratique déterminant le statut politique et poursuivant le développement culturel, économique et social du peuple palestinien tout entier. Au minimum, l'exercice du droit à l'autodétermination de tous les Palestiniens implique :

- 1.- De terminer l'occupation israélienne et la colonisation de toutes les terres arabes occupées en 1967 ;
- 2.- D'honorer le droit des citoyens palestiniens d'Israël à la pleine égalité abolissant le système israélien légal et institué de discrimination raciale (conforme à la définition de l'apartheid par l'ONU) ; et
- 3.- De respecter et de réaliser le droit, avalisé par l'ONU, des Palestiniens réfugiés à rentrer chez eux et sur les terres d'où ils ont été expulsés.

2. OLP Jusqu'à ce que le peuple palestinien exerce ses droits à l'autodétermination, l'OLP reste le seul représentant légitime représentant tous les Palestiniens à l'ONU et dans les autres forums internationaux, régionaux et multinationaux. Aucune alternative ne sera acceptée par la grande majorité du peuple palestinien.

3. Complicité et responsabilité Les Etats qui ont reconnu le droit des Palestiniens à un Etat sont encore plus obligés à mettre fin à leur complicité dans le maintien, l'escamotage ou même le renforcement du régime israélien d'occupation, de colonialisme et d'apartheid contre le peuple palestinien. Les Etats qui attribuent la reconnaissance de la souveraineté palestinienne et qui continuent leurs affaires comme d'habitude avec Israël sont plus qu'hypocrites ; ils trahissent leurs propres obligations légales et politiques à mettre fin aux violations graves et persistantes par Israël du droit international et des droits des Palestiniens.

Comité national palestinien du BDS, le 8 août 2011

Traduction : JPB-CCIPPP

¹ Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (24 oct. 1970)

[http://m-e-s.org/gauche/bibliotheque/..._egrite/relations_amicales](http://m-e-s.org/gauche/bibliotheque/..._egrite/rerelations_amicales)

Stand de l'UJFP à la Fête de l'Humanité (16-18 septembre)

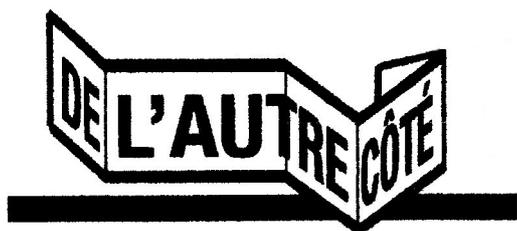
À La Courneuve (93), aux côtés de nos amis des Missions Civiles, de Génération Palestine et de la campagne BDS, notre stand se trouve sur l'avenue Che Guevara dans le Village du Monde, où se tiendront trois débats

Samedi 15h « Campagne BDS, ou en est-on ? »

Samedi 18h « État Palestinien, quelles perspectives ? »

Dimanche à 15h « De la flottille I à la flottille II »

Entrée pour les trois jours 20,00 € (si vous achetez la vignette à l'avance). Navettes gratuites du M° La Courneuve et du RER Le Bourget. Ouvert tout le week-end à partir de midi vendredi.



Parution du N°7 de la revue une idée binationale

avec les contributions de Ilan Pappé, Martin Buber, Amnon Raz-Krakotzkin, Kawthar Guediri, Majed Kayyali, Michel Warschawski

Interview de Stéphane et Christiane Hessel

Julinao Mer-Khamis : Chronique des tombes vides

Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de l'an 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour une Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'Etat d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en œuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre État indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui œuvrent ensemble

– pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,

– pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,

et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 06 26 25 97 33

e-mail: contact@ujfp.org

Attention, le numéro de téléphone de l'UJFP a changé. Il est désormais le 06 26 25 97 33

Directeur de publication: A. Rosevègue

imprimerie spéciale

Prix libre